



Communiqué de presse FSU du 1^{er} juillet 2020

Depuis la mi-mai, les écoles se sont organisées pour accueillir au mieux leurs élèves. Depuis le 2 juin, tous les établissements ont rouvert au moins partiellement. Depuis le 22 juin, tous les enseignants et personnels (sauf avis contraire de leur médecin) ont repris le travail en présentiel, pour des cours et/ou de réunions, y compris lorsqu'ils vivent avec des personnes vulnérables. A chaque fois, l'organisation nécessaire s'est faite dans l'urgence nécessitant de nombreuses adaptations rapides de tous les personnels de l'Éducation Nationale.

Depuis le 9 juin, nous interpellons la Rectrice afin d'organiser au mieux la reprise des instances académiques avec possibilité de présentiel en plus de la visioconférence. En effet, les instances démocratiques qui se sont tenues en visioconférence durant le nécessaire confinement ont largement montré leurs limites. Du fait des restrictions techniques et du manque de matériel adéquat, la parole était difficile à prendre, parfois tronquée, les votes étaient souvent difficilement comptabilisés et le temps de réunion et donc d'expression était restreint. En somme, le dialogue social a lourdement pâti des circonstances.

Aujourd'hui, nous estimons qu'il est largement temps que le dialogue social soit rétabli dans de bonnes conditions, avec possibilité de présentiel. Or nos demandes répétées d'adaptation n'ont pas été entendues. Pire, bien que nous ayons fait ces demandes en amont, nous n'avons pas de réponse directe et la fin de non-recevoir arrive de façon indirecte la veille au soir.

Dans un contexte où tous les acteurs de terrains (chefs d'établissements, enseignants, CPE, personnels administratifs, agents,...) sont revenus travailler en présentiel (voire n'ont jamais quitté leurs bureaux) et ont organisé dans l'urgence et avec de grandes difficultés la meilleure reprise possible pour tous, il est incompréhensible et inadmissible que le rectorat prétende « ne pas avoir eu le temps de s'organiser » pour des réunions regroupant au maximum trente personnes (l'équivalent d'une seule classe dans des salles qui font trois fois la surface d'une salle de cours).

Ayant annoncé notre venue au rectorat pour le Comité Technique Académique d'aujourd'hui (1^{er} juillet 2020), nous avons été cordialement reçus par les services et par l'équipe de sécurité du rectorat. Mais la Rectrice a refusé de se trouver dans la même salle que nous et nous avons été installés dans une salle, à proximité, équipée pour la visioconférence.

L'argument avancé du temps et des moyens nous paraissant fallacieux et méprisant au vu de ce qu'il nous a été demandé d'accomplir dans les établissements, nous considérons qu'il s'agit d'un refus de rétablir le dialogue social voire une volonté de le limiter.

Nous avons donc refusé aujourd'hui de siéger en Comité Technique Académique et de participer à cette parodie de démocratie et avons quitté le rectorat.